Ce que l'école devrait enseigner. Pour une révolution de la politique scolaire en France, Roger-François Gauthier

Dunod, 2014

Jean-Pierre Véran

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/4099>

DOI : 10.4000/ries.4099

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 14 décembre 2014

Pagination : 33-34

ISBN : 978-2-85420-605-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Pierre Véran, « *Ce que l'école devrait enseigner. Pour une révolution de la politique scolaire en France*, Roger-François Gauthier », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 67 | décembre 2014, mis en ligne le 14 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4099>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Ce que l'école devrait enseigner. Pour une révolution de la politique scolaire en France, Roger-François Gauthier

Dunod, 2014

Jean-Pierre Véran

RÉFÉRENCE

Ce que l'école devrait enseigner. Pour une révolution de la politique scolaire en France, Roger-François Gauthier, Dunod, 2014, 144 p.

- 1 Récusant une vision de l'école dont la fonction majeure est de classer et de pourvoir, l'auteur s'engage pour une école qui considère comme essentielle la question de ce que les élèves doivent apprendre. Il s'agit donc d'interroger ce qui, pour beaucoup, relèverait d'un ordre naturel, parce qu'impensé : la structuration disciplinaire et l'histoire des savoirs scolaires, les examens...
- 2 À partir d'un état des lieux, il questionne successivement les savoirs scolaires, la culture commune, l'évaluation des élèves, le choix des apprentissages par les élèves, la construction des programmes, qui décide de leurs contenus, le rôle des professeurs, et les perspectives d'évolution future.
- 3 De l'état des lieux, nous retiendrons l'extrême fragmentation entre disciplines, ordres d'enseignement, niveaux, et entre disciplines et « éducations à ». Et le simulacre d'une égalité assurée par des programmes nationaux démenti par une réalité manifeste : l'inégalité de leur mise en œuvre sur le territoire. D'où l'intérêt d'établir un curriculum national qui intégrerait, à la différence des programmes, tous les aspects de l'expérience scolaire des élèves, et dont la mise en œuvre locale serait évaluée¹.
- 4 Le second chapitre rappelle l'importance, dans une société dite de la connaissance, d'une médiation opérée par une instance publique d'éducation. Il faut donc, en France, revisiter la fonction cardinale de transmission (que les premiers articles des lois

d'orientation de 2004 et 2013 placent avant toute autre priorité). Questionnant les tentations encyclopédique et utilitariste, l'auteur dessine une perspective éthique : enseigner des savoirs responsables à l'égard des élèves, de la société, de l'humanité.

- 5 Il pourfend le piège démagogique de la proposition de « revenir aux fondamentaux », et analyse finement les causes de l'échec provisoire du socle commun de 2005-2006, confronté à des programmes et examens inchangés ainsi qu'à une forme de sabotage institutionnel. Il propose une école de la « culture commune », porteuse de sens pour tous, cultivant le débat argumenté, assurant pour chaque élève le bagage nécessaire une entrée réussie dans la Cité.
- 6 La charge contre « la machine à évaluer devenue folle » est sans appel. Des examens dont on ne sait pas ce qu'ils prouvent, des moyennes aveugles sélectionnant une élite et fabriquant de l'échec scolaire. Il y a bien là une exception française, par rapport aux systèmes des pays scandinaves ou britanno-étatsuniens. Il faut donc repenser de fond en comble les modes d'évaluation et d'examen, pour leur donner un sens positif.
- 7 S'il existe au sein de l'école française un certain nombre de libertés, les élèves n'ont pas celle de décider de ce qu'ils ont envie d'apprendre. Cette liberté ne sera pas identique dans la scolarité obligatoire commune et aux niveaux supérieurs. Mais, puisque le socle commun prévoit l'accès de l'élève à l'autonomie, n'est-il pas paradoxal de ne lui laisser au collège aucune possibilité de choix ? Les exemples italien et anglais éclairent l'impasse dans laquelle se trouve le lycée français. Désenclaver les séries actuelles du lycée général puis décroïsonner enseignement général, technologique et professionnel serait l'objectif à terme, permettant aux lycéens de composer le menu de leur choix, l'État se contentant de réguler ces choix au lieu d'intervenir autoritairement sur leur orientation.
- 8 Cette démarche va de pair avec une refondation critique des disciplines et l'instauration de plus d'enseignements non disciplinaires, comme l'enseignement moral et civique ou la transformation des « éducations à » en enseignements. Pour permettre aux élèves d'entrer dans le complexe, les enseignements doivent pratiquer la « reliance » (Edgar Morin) et non le cloisonnement : formés comme professeurs et pas seulement dans une discipline, ayant des responsabilités curriculaires plutôt qu'exclusivement disciplinaires, les nouveaux professeurs du secondaire se rapprocheront ainsi de ceux du premier degré.
- 9 Questionnant la place de l'État dans la définition de programmes d'enseignement, R-F Gauthier conclut que l'État doit protéger l'école comme il protège l'intérêt général contre les intérêts particuliers, mais y compris et d'abord contre lui-même. Dans un contexte de mondialisation accélérée par la révolution numérique, l'internationalisation marchande de fait des contenus et une individualisation des parcours antagonique du collectif se développent. Le rôle de l'école, veillant à cultiver le bien commun, n'en est que plus nécessaire. Il faut donc trouver un équilibre critique entre famille, État et monde, que l'école a charge de construire.
- 10 R-F Gauthier conclut en ouvrant sur la décennie à venir. L'enseignement secondaire français a évolué, certes, mais en aggravant ses défauts : l'État éducateur a renforcé sa culture administrative et sa technostructure, privilégiant le chiffre au détriment du sens. Quant aux pédagogues, ils sont, dans leur organisation corporative, en homothétie avec celle des actuels contenus d'enseignement. R-F Gauthier, attentif aux évolutions les plus récentes, appelle de ses vœux un débat public, démocratique, sur ce

qu'il faut enseigner aux élèves, auquel participent les divers pouvoirs. C'est selon lui le gage du rétablissement de la confiance de la société dans son école.

- 11 L'ouvrage est d'une lecture roborative. Il porte un regard critique sur les fonctionnements institutionnels que l'auteur connaît bien, sans pour autant se départir d'une approche équilibrée, qui n'exclut aucun des acteurs, mais vise à instaurer une coopération entre tous ceux que l'école concerne. Il en appelle à la connaissance et à la pensée pour bâtir une école apte à résister à la fragmentation et à la marchandisation du monde, tenant enfin les promesses de l'école républicaine d'un traitement plus égalitaire des élèves.

NOTES

1. R-F Gauthier a coordonné le n° 56 (avril 2011) de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* intitulé « Le curriculum dans les politiques éducatives ».

AUTEURS

JEAN-PIERRE VÉRAN

Jean-Pierre Véran est inspecteur d'académie (H). Membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, il intervient en formation de l'encadrement en académie et à l'École supérieure de l'éducation nationale (ESEN) sur la gouvernance des organisations éducatives, les politiques éducatives et l'éducation aux médias et à l'information. Il est notamment co-auteur de : *Le conseiller principal d'éducation, de la vie scolaire à la politique éducative* (sous la direction de Jean-Paul Delahaye, Berger Levrault, 2012, 2^e édition) et de *Guide TICE pour le professeur-documentaliste, enjeux numériques* (avec Denis Tuchais, SCEREN-CANOPE, 2012). Blog : <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-veran/> ; courriel : jeanpierreveran@gmail.com